



PARMI LES RUINES.
Les jeunes Syriens ont grandi dans la haine des autres.

Vingt-trois millions. C'est le nombre d'habitants que comptait la Syrie avant le début de la guerre, le 22 mars 2011. Une population composée en majorité de musulmans sunnites, les minorités se partageant entre alouates, Druzes, Kurdes, chrétiens orthodoxes, catholiques et protestants. Selon la revue *Spiritus* de mars 2018, en sept ans, ce conflit aurait fait plus de trois cent mille morts, auxquels s'ajoutent quatre millions de déplacés dans le pays et cinq millions de réfugiés dans les États limitrophes, le Liban, la Turquie et la Jordanie.

APPELS DU PAPE FRANÇOIS

Face à cette tragédie, les citoyens européens et leurs responsables ont surtout affiché un mélange d'indifférence et d'impuissance. Même s'il existe des programmes d'aides aux victimes et d'accueils de réfugiés, y compris en Belgique. Un manque de compassion et de réactivité, malgré le flot d'images de villes bombardées, d'immeubles éventrés et de populations abandonnées à elles-mêmes. Malgré les appels répétés du pape François mettant en garde, dans ce cas-ci comme dans d'autres, contre « la globalisation de l'indifférence ». En dépit, aussi, de multiples témoignages. Mgr Bonny, évêque d'Anvers, est retourné en février dans le pays, dix ans après sa précédente visite. À propos des villes de Homs et d'Alep, il a parlé d'« une incroyable dévastation ». Tout en constatant les aides apportées aux mères avec enfants et aux personnes âgées, tandis que les hommes sont au front. Il a réclamé un cessez-le-feu et a invité à être solidaires des victimes, chrétiennes comme musulmanes, qui continueront à payer le prix de ces massacres dans vingt ou trente ans.

De son côté, dans son récent livre *Va où l'humanité te porte*, le médecin militaire, urgentiste et anesthésiste-réanimateur français Raphaël Pitti témoigne des séjours qu'il a passés sous les bombardements, parmi les victimes et avec ses confrères. Aller soigner là-bas s'était imposé à lui

« comme une évidence », pour « dire non à l'indifférence et à la cécité ambiante devant le malheur des autres ». De ses engagements, il témoigne à la lumière de sa foi chrétienne.

RAISONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

L'absence de véritables réactions des Occidentaux s'explique par la complexité de cette guerre et par leur vision trop ancienne de ce pays et de la région, estime Jonathan Piron, historien et politologue liégeois attaché au Centre d'animation et de recherche en écologie politique *Étopia*. « En Syrie, explique-t-il, à la suite des révolutions arabes de 2011, un conflit s'est développé pour des raisons économiques et sociales. Il opposait de larges franges de la population au président Bachar el-Assad, qui avait succédé en 2000 à son père Hafez-el-Assad au pouvoir depuis 1970. Le pays n'a, en réalité, connu la démocratie que pendant quelques années après son accession à l'indépendance en 1943. De national, ce conflit est ensuite devenu régional, puis global, avec l'entrée en lice de nombreux pays jouant un jeu opportuniste : l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Turquie, la Russie, les États-Unis et les Européens. Des nations qui ont, pour la plupart, une représentation du pays qui ne correspond pas à la réalité, notamment en ce qui concerne les chrétiens, très divisés. Leur vision remonte à la manière binaire de voir le Moyen-Orient qui s'est développée au sein des puissances coloniales européennes durant le XIX^e siècle. »

Jonathan Piron insiste sur le fait que Bachar el-Assad a, dans la continuité de son père, essayé de cliver au plus vite le conflit. Il a ainsi combattu les rebelles modérés davantage que les extrémistes. Il a attisé le feu, tout comme l'ont fait les islamistes, en montant les communautés les unes contre les autres, y compris les chrétiennes, afin d'empêcher tout autre soulèvement à l'avenir. Et le dictateur syrien a aveuglé ses compatriotes et les Occidentaux en leur pré-

Intérêts opposés

COMMENT RECONSTRUIRE LA SYRIE ?

Jacques BRIARD

Après sept ans d'une guerre meurtrière et complexe, le pays dirigé d'une poigne de fer par Bachar el-Assad est à terre. Le chercheur belge Jonathan Piron s'inquiète pour son avenir et s'interroge sur la périlleuse réconciliation entre ses différentes communautés.

sentant une image erronée de son pays.

LES KURDES ABANDONNÉS

En 2013, le conflit a pris une nouvelle tournure suite, d'une part, à l'absence de véritables réactions de la part de la communauté internationale, et principalement de Barack Obama, lors de l'usage de l'arme chimique par le régime syrien. Et, d'autre part, du fait du refus de financer, par cette même communauté, les Syriens modérés, qui se sont dès lors tournés vers les fondamentalistes. Le chercheur liégeois constate que l'on retrouve des prolongements de cette passivité dans la facilité avec laquelle le président turc Recep Erdogan s'en est pris aux Kurdes de Syrie, qui sont pourtant des alliés des Occidentaux dans la lutte contre l'État islamique. « Car, en les combattant, Erdogan, qui est à la fois islamiste et nationaliste, estime ne faire que défendre la Turquie. Tout en cherchant à être un acteur incontournable dans la région. »

« Au sein des différentes communautés de ce pays non-homogène, beaucoup demandent que le conflit s'arrête. Tout en redoutant qu'ensuite, le régime reprenne ses violences », observe encore Jonathan Piron. Qui ajoute : « Il est certain que Bachar el-Assad a gagné, comme l'a reconnu récemment l'Arabie saoudite. Mais la Syrie est un pays à terre. Il faudra sans doute plus de deux cents milliards de dollars pour le reconstruire, avec des fonds qui ne viendront ni de l'Iran, ni de la Russie, même si ces deux puissances jouent un rôle dans cet État divisé et occupé. De plus, les Russes entendent bien défendre leurs intérêts et remplacer dans la région les Américains, qui sont dans une phase de retrait depuis la présidence d'Obama et, aussi, un peu responsables du chaos actuel. Reste à voir ce que feront les Européens pour la reconstruction. Et comment, et par qui, seront utilisés les fonds fournis pour rebâtir le pays. »

« Mais c'est plus profondément encore un nouveau

vivre ensemble qu'il faudra développer entre toutes les communautés du pays, Kurdes compris. Alors que les causes de la révolte de 2011 sont toujours là, que les jeunes ont grandi dans la haine de l'autre et des autres. Après avoir été mise sous le couvercle, la question de la dignité sera très importante. » De telles perspectives sont à garder en tête après l'engagement pris par les présidents russe, iranien et turc, lors d'un sommet à Ankara, de coopérer en faveur d'un « cessez-le-feu durable ». Des interlocuteurs dont les intérêts sont contradictoires et qui manifestent des positions différentes au sujet des Kurdes ou concernant le devenir du président Bachar el-Assad. ■



Raphaël PITTI, *Va où l'humanité te porte – Un médecin dans la guerre*. Paris, Éditions Taillandier, 2018. Prix : 18,50€. Via L'appel : -5% = 17,58€.

INDICES

DÉCEPTION.

La Cour constitutionnelle a rejeté le recours des professeurs de religion et morale. Ce qui signifie que ces enseignants ne pourront pas donner le cours de citoyenneté et de religion/morale aux mêmes élèves.

ESCLAVAGE.

La ville de Lisbonne a décidé de construire en 2019 le premier monument rendant hommage aux esclaves que l'empire portugais a exporté d'Afrique.



SOLIDARITÉ.

Au Sri Lanka, des moines bouddhistes, aidés par des militaires et des bénévoles, ont prêté main-forte à des musulmans pour nettoyer les destructions de centaines de maisons et commerces causées en mars par leurs coreligionnaires.

FERMETURE.

Ces derniers mois, trois lieux de culte affiliés à l'Église Protestante d'Algérie (EPA) ont été fermés par les autorités du pays. Vingt-cinq de ces églises ont été priées de se conformer aux nouvelles normes de sécurité.

SIGNES DE MORT.

Selon Rick Whitter, administrateur de l'Église de Dieu au Minnesota, six indicateurs révèlent qu'une Église se meurt : on n'y parle jamais d'avenir ; on y fait davantage d'efforts pour conserver des membres que pour gagner des âmes ; l'évangélisation y passe au second plan ; tous les membres de la « famille de l'Église » cherchent à se connaître entre eux ; l'Église est mono-générationnelle ; et aucun nouveau leader n'y est formé.